

*[Texte]*

We have long believed that it is unacceptable that Canada should have one of the smallest reserve forces, that is in proportional terms, in the Western Alliance.

The importance of Canada's reserves cannot be overstated. Well-trained and well-equipped reserves are essential if this country is to meet and sustain its North Atlantic Treaty Organization, NATO, commitments in time of crisis.

Following NATO deployments, reserves inevitably will assume a leading role in the direct defence of Canada. They also make a critical and non-provocative contribution to the war-deterrence capability of the Canadian Forces. Moreover, they support the regular force in peacetime, and can contribute, within limits, to Canada's peacekeeping commitments. Finally reserves play a significant role in generating public understanding of, and support for, Canadian defence and security policy.

The council is therefore pleased to offer its strong support for the proposals to strengthen the reserves set out in the recent defence White Paper. These proposals, and the white paper in general, demonstrate courage and vision. We are pleased by plans to expand the reserves to some 90 thousand, but more needs to be done.

Additional reserves will be needed to sustain operations beyond the minimum 30-day period. We support measures to more fully integrate the regular and reserve forces, and to assign specific wartime tasks to reservists. We agree that pay and benefits received by the reserves should be increased. All of these measures will enhance the overall effectiveness of Canada's armed forces, and give a much needed boost to reservists' morale.

We are concerned, however, by the limited planned increase in the regular force from the present 84,700 to 90,000 over the proposed 15-year period. The increase, in our view, is insufficient to provide the level of training, support, and numbers of integrated personnel within reserve units to fulfil the planned buildup in the reserves and to achieve the desired state of readiness.

We are also concerned by the apparent absence of a field-formation structure in proposed plans to reorganize the army. We believe that to be effective in emergency and in war, the army should be organized to reflect a modern corps and divisional structure both in Canada and in Europe, and that an appropriate supporting doctrine governing its training and operation should be promulgated.

As the senior voice of business in Canada, the Business Council is keenly aware of the vital role the private sector

*[Traduction]*

Nous pensons longtemps qu'il est inacceptable que le Canada ait, proportionnellement, les plus petites forces de réserve des pays de l'Alliance occidentale.

On ne saurait trop insister sur l'importance des réserves canadiennes. Des réserves bien entraînées et bien équipées sont essentielles si nous voulons que le Canada puisse répondre de façon soutenue à ses engagements dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN, en temps de crise.

Une fois que les forces de l'OTAN auront été déployées, ce sont les réserves qui inévitablement s'acquitteront du rôle prépondérant de la défense directe du Canada. Par ailleurs, les réserves apportent un concours capital et non belligérant au sein des Forces canadiennes dissuasives. En outre, elles ont un rôle de soutien des forces régulières en temps de paix et peuvent contribuer, dans une certaine mesure, aux engagements que le Canada prend lors de missions de maintien de la paix. En terminant, les réserves jouent un rôle important quand il s'agit de stimuler la compréhension et le soutien du grand public en matière de politique canadienne de défense et de sécurité.

En conséquence, le Conseil est heureux d'offrir son appui inconditionnel aux propositions que contient le Livre blanc sur la défense et qui visent à renforcer les réserves. Ces propositions, et le Livre blanc en général, sont un témoignage de courage et de clairvoyance. Nous sommes heureux qu'on ait annoncé l'intention de porter le nombre des réservistes à 90,000, mais il faut faire davantage.

Il faudra davantage de réserves pour pouvoir soutenir les opérations au-delà de la période de 30 jours. Nous appuyons les mesures visant à intégrer totalement les forces régulières et de réserve, et à assigner des tâches spécifiques en temps de guerre aux réservistes. Nous convenons que la solde et les avantages offerts aux réservistes doivent être améliorés. Toutes ces mesures contribueront à améliorer l'efficacité d'ensemble des Forces armées canadiennes et à stimuler le moral des réservistes.

Toutefois, nous nous inquiétons du fait que d'ici 15 ans, les effectifs des forces régulières ne passeront que de 84,700 à 90,000. Cette augmentation à notre avis ne suffira pas si l'on veut compter sur le personnel d'entraînement, d'appui et d'intégration au sein des unités de réservistes, permettant de réaliser l'augmentation et le niveau de préparation souhaités.

Nous nous inquiétons également de ne pas trouver dans les plans proposés pour la réorganisation de l'armée une structure de formation sur le terrain. Pour être efficace en temps d'urgence et de guerre, l'armée doit être organisée suivant des structures de divisions et de corps modernes au Canada comme en Europe et elle doit pouvoir compter sur une doctrine d'entraînement et d'opération à l'avenant.

Nous représentons les chefs d'entreprise canadiens et le conseil est tout à fait conscient du rôle vital que le secteur